

Le fil rouge



Les 11, 12, 13 et 14 juillet, les 3 et 4 août, le 19 septembre et le 17 octobre 1789, des groupes d'insurgés, sous le nom de Carabots, se déchainent à travers la ville de Rouen, forçant moulins et magasins de blé, et ravageant les manufactures modernes et les petits ateliers.

Rouen en 1789

Bris de Machines

p 4 à 17

Un poète méconnu

Théodore Lebreton

p 18 à 20

Cycle de conférences

Pour sauver Jaurès

p 22 à 23

Un siècle de Vie Ouvrière

Il n'est pas courant, ni anodin dans la France du 21^e siècle, qu'un journal, qui plus est un journal syndical, fête ses 100 ans. « *Rares sont les journaux qui peuvent figurer à ce rang* » dira son Directeur Alain Guinot. C'est pourtant ce qui arrive à notre Vie Ouvrière.

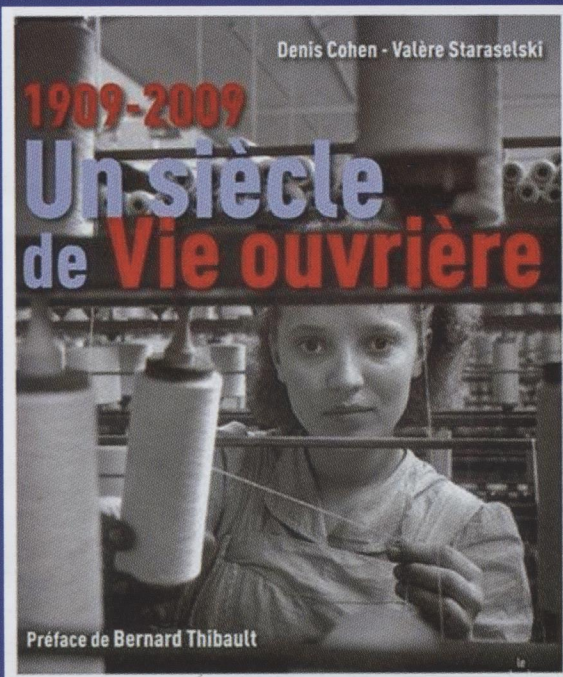
Dans un beau livre de 176 pages, abondamment illustré de plus de 700 illustrations, Valère Staraselski et Denis Cohen, nous racontent 100 ans de Vie ouvrière. On y retrouve des signatures prestigieuses qui ont marqué notre histoire sociale française. On y découvre qu'avant la VO, il y avait « *La Voix du Peuple* » organe officiel de la CGT et que le nom de Vie ouvrière, a été donné en référence aux frères Pelloutier qui ont écrit, en 1900, le livre « *la Vie Ouvrière en France* » paru en 1910.

Au travers d'une chronologie très abondante, le lecteur connaîtra des extraits, au fur et à mesure des pages, du regard des journalistes de la VO jour après jour, semaine après semaine. On relira avec émotion les VO de la nuit parues pendant la guerre 39/45.

Le livre est notamment ponctué par des références aux livres de Michel

Dreyfus sur la CGT et de Robert Telliez parus pour les 70 ans du journal.

On appréciera aussi comme il convient les trois entretiens réalisés par Marie-Line Vitu, de Georges Séguy, Louis Viannet, François Duteil et de



Alain Guinot, l'actuel Directeur par Jean François Jousselin.

Laissons à Alain Guinot, le mot de la fin de cette présentation (extraits) « *Née bimensuelle, revue un peu théorique, La Vie ouvrière est devenue*

l'un des plus grands magazines familiaux. A chaque nouvelle étape, ces transformations ont correspondu à des attentes de l'éditeur et du lecteur, en même temps qu'à des nécessités de l'époque. La conclusion que j'en tire est qu'il est absolument indispensable d'avoir tous les capteurs en éveil pour tâcher d'anticiper, de déceler le nouveau en train de mûrir. Un journal n'existe pas seulement pour accompagner le mouvement, il doit participer à la construction de l'avenir. C'est ce qui en fait un journal vivant. L'un de ses fondateurs, Pierre Monatte, qualifiait la Vie ouvrière de « coopérative intellectuelle ». C'est vrai aujourd'hui encore. Finalement, la question des formes successives reste secondaire par rapport à cette production intellectuelle. Le journal bougera encore dans sa forme, dans son contenu graphique et rédactionnel. Mais, demain comme hier, son avenir ne saurait se détacher de son ambition originelle : être un outil efficace au service du combat émancipateur du monde du travail » (page

175)

Avec l'arrivée de sa nouvelle formule, souhaitons longue vie à « *la Vie ouvrière* » et bonne lecture de ce livre sur ces 100 ans.

J.Defortescu

2010

Soutenez votre institut et

Le fil rouge

C'est le début de l'année. Et avec elle c'est le moment de renouveler les adhésions !

Car l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime, association loi 1901, vit essentiellement des moyens provenant de la cotisation annuelle de ses adhérents, et au dévouement de ses historiens bénévoles.

Vous appréciez notre travail? Faites connaître le fil rouge autour de vous; Faites adhérer vos ami(e)s, votre syndicat, votre association, votre comité d'entreprise, votre municipalité, etc.

Merci de régler rapidement votre cotisation !

(Voir tarifs page 26)

Nous avons reçu le N°111 des



A noter à son sommaire:

1. Le billet de l'IHS,
2. La vie des IHS,
3. Dossier: 1908-1910, crise à la CGT — par André Narritsens,
4. Images: l'affaire Clavaud — par Jeannine Marest.
5. Actualité: Outre-mer, la lutte a payé et fera date — Maurice Lamoot,
6. En débat: Léon Jouhaux et l'unité syndicale — André Narritsens,
7. Société: feu sur le statut général de la Fonction publique — Jean-Marc Canon.
8. Hommage à Maurice Moissonnier — A.N.

Sommaire

page 3:

Éditorial : l'histoire sociale ne se résume pas à un événement.

Par Jacques Defortescu

pages 4 à 17,

**Le bris de machines, une forme de lutte désespérée de travailleurs au chômage.
1789 à Rouen (et autres villes du textile)**

Par Gilles Pichavant.

page 18 à 20,

Théodore Lebreton, Poète méconnu

Par Pierre Largesse.

page 21,

1^{er} Stage d'initiation aux archives, organisé par l'IHS-CGT-76

page 22 et 23,

Conférences pour saluer Jaurès,

page 24 et 25,

Notes de lecture.

page 26,

Bulletin d'adhésion 2010

Éditorial

L'histoire sociale ne se résume pas à un événement

Au mois de novembre, les médias nous ont saturés du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin.

De ce qui a causé la construction du mur, de la Guerre froide, pas un mot, pas une ligne dans les grands médias au service du grand patronat et de ses porte-paroles parlementaires. De la montée du fascisme en Allemagne, de la persécution de ses opposants communistes, syndicalistes, de chrétiens démocrates, de l'extermination des juifs, pas un mot, pas une ligne, non plus. L'histoire ne se résume pas à un événement, à un jour, à un instant ; l'histoire telle que nous la concevons, s'écrit par la recherche (longue et difficile) des causes, par leur analyse, par leur explication, dans le déroulement de la chronologie.

Rappeler le passé du peuple allemand qui, s'engagea majoritairement patronat et militaires en tête, derrière Hitler, ce n'est pas être antiallemand. De la même façon que critiquer le gouvernement israélien et la colonisation de la Palestine ce n'est pas être antisémite, comme le prétend le BNVCA¹. D'expliquer les raisons du refus de participer au débat sur l'identité nationale dans les conditions imposées par le Président de la République, ce n'est pas être anti-français.

Dans l'Histoire sociale, refuser le cadre imposé par la pensée dominante, agir sans subir, c'est ce qu'ont fait au cours de leur vie, les quarante-deux militants syndicaux de la Seine-Maritime et de l'Eure témoins de notre livre « Haute-Normandie Pages d'Histoire Sociale » à la demande du Comité Régional CGT de Normandie. Cette publication est d'ores et déjà un événement en soi puisque les historiens du futur y trouveront biographies, photos et documents. C'est un succès avec près de 2000 ouvrages vendus. On y retrouve tout ce qui fit la construction du mouvement syndical haut-normand de ces soixante dernières années par périodes, par secteurs géographiques, par professions. C'est aussi un livre chaleureux, un livre où l'humain, la fraternité et la volonté de justice sont au cœur de l'action.

Que retiendront les jeunes générations de cette histoire sociale, de ces biographies ?

Ecrire l'histoire, et l'histoire sociale en tout cas, n'est pas neutre. C'est un combat. L'enjeu est de taille, si l'on considère qu'elle permet de mieux comprendre l'actualité et d'agir en connaissance de cause. La décision du gouvernement de supprimer les cours d'histoire et géographie en terminale scientifique est caractéristique de cet enjeu.

Comme on le verra également dans les pages de ce numéro, les raisons de lutte ont peu changé, (chômage, salaire, niveau de vie, protection sociale, protection juridique) même si les formes ont évolué. Tant il est vrai que la recherche du nécessaire rapport de forces motive et guide les militants, face à l'intransigeance du Patronat et (ou) du gouvernement. L'outil de travail est toujours au cœur de ces enjeux. Les bris de machine ont parfois été la forme de lutte utilisée. Cette histoire fort méconnue, méritait bien qu'on s'y arrête. Grâce à Gilles Pichavant, notre nouveau Président départemental, c'est maintenant chose faite.

Notre nouveau Conseil d'administration de l'IHS cgt 76, qui vient d'être élu à l'occasion de notre assemblée générale extraordinaire du 26 novembre dernier, vous souhaite une bonne année 2010 pour vous et vos familles.

Jacques DEFORTESCU (*avec la complicité de P. Largesse*)

N'oubliez pas le site Internet de l'IHS-CGT-76:

Vous y trouverez, en particulier, les articles des anciens numéros du Fil rouge, les initiatives de notre association et une foule d'informations, sur le site Internet de l'IHS-CGT-76 à l'adresse provisoire:

<http://www.ihscgt76.fr/>

Le fil rouge

N°36, 13e année, édité par l'IHS-CGT-76.

Tel: 02 56 03 68 30: mël: ihs76@cgt76.fr

Ont participé à la rédaction: Jacques Defortescu, Pierre Largesse, Gilles Pichavant;

Mise en page: Gilles Pichavant.

Numéro d'émetteur: 522992

Imprimerie: SNEIP, 9 rue de la Grande Épine BP532, 76808, Saint-Étienne du Rouvray Cedex.

<Http://www.sneip.fr>

1- Le Bureau National de Vigilance Contre l'Antisémitisme a porté plainte auprès du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel après les propos tenus par l'acteur François Cluzet sur France 2 face à François Coppel le 8 novembre dernier, l'accusant d'antisémitisme parce qu'il souhaitait l'arrêt des colonisations en Israël, parce qu'il a dit à propos de Salah Hamouri, emprisonné depuis 2005 en Israël : « "Il est franco-palestinien et il est en prison depuis quatre ans en Israël pour délit d'opinion, simplement parce qu'il a dit qu'il était contre la colonisation. Personne n'en parle !",

Révolution Française en Seine-Maritime

Le bris de machines, une forme de lutte désespérée de travailleurs au chômage.

1789 à Rouen (et autres villes du textile)

Par Gilles Pichavant

Le 220^e anniversaire de la Révolution Française est passé inaperçu. Peu de choses ont été écrites sur le sujet. Il n'a pas fait l'objet de grandes commémorations, ni de manifestations publiques ou d'expositions sauf (à notre connaissance) une série d'articles quotidiens dans le journal l'Humanité en juillet-août 2009.

Parce que le sujet est vaste, et que les historiens n'en ont pas fait le tour, nous avons choisi de nous limiter à un aspect méconnu du début de cette période, plutôt que de reprendre, sans réellement les retravailler, des travaux connus. A ce propos, nous renvoyons le lecteur au livre collectif, la Révolution en Haute-Normandie (1789-1802), publié en décembre 1988 aux éditions du Petit-Normand, sous la direction de Claude Mazauric.

Si, en 1789, les bris de machines ont, peut-être, d'un côté, ralenti l'introduction par les entrepreneurs des nouvelles technologies et de la promotion de la mécanisation de la production, nous proposons l'hypothèse que, d'un autre côté, ils ont vraisemblablement contribué à créer les conditions politiques du vote, en 1791, des lois Allarde et Le Chapelier, qui rendront illégal le droit de grève (jusqu'en 1864) et toute forme d'organisation ouvrière (jusqu'en 1884). Il faudra donc près d'un siècle au mouvement ouvrier français naissant pour en faire disparaître les effets avant de pouvoir se déployer pleinement.

Les bris de machines ne sont pas spécifiques à la région rouennaise. Ils apparaîtront pendant une période, comme pouvant être un moyen de lutte contre l'exploitation capitaliste dans le cadre de la révolution industrielle naissante. Ils trouveront des prolongements sous la forme du coulage ou du sabotage de la production, tout au long du 19^e siècle, voire au-delà dans certaines corporations. Avant d'aborder le cas rouennais, observons plus largement le phénomène en Angleterre puis dans le reste de la France.

Notre propos n'est évidemment pas de valoriser ce type

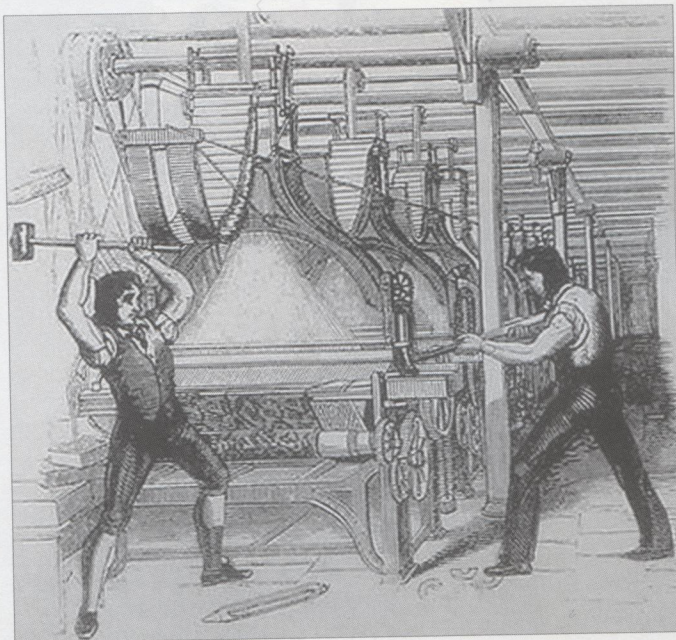
de procédé, mais plutôt de montrer combien il est éloigné des pratiques syndicales et ouvrières modernes, et qu'il est, en tous cas, aux antipodes de celles qui ont permis toutes les grandes avancées sociales du 20^e siècle, marquées, au contraire, par la protection de l'outil de travail dans le cadre des occupations d'usines comme en 1936 et en 1968.

Les bris de machines du 17^e au milieu du 19^e siècle ; le cas de l'Angleterre.

En Angleterre, le bris de machine est présenté comme un élément constant et persistant du monde du travail de la fin du 17^e siècle jusqu'au milieu du 19^e siècle, les premiers mouvements s'étant produits en 1675 chez les tisserands de soie de Spitalfields¹. Si le phénomène est sporadique tout au long du siècle, il prend une grande ampleur au cours de la dernière décennie. Ce mouvement prend alors le nom de « Luddisme », du nom de Ned Ludd, d'un ouvrier tisserand qui aurait, le premier, en 1779, détruit une machine à fabriquer des bas à Leicester. Ce mot *luddisme* continue d'ailleurs, aujourd'hui encore, à qualifier le sabotage de machines.

Le mouvement luddite devient un mouvement de masse dans de nombreuses régions de grande Bretagne entre 1810 et 1820 contre les machines textiles. Au début de la décennie 1830 se développe un nouveau mouvement du même genre, cette fois ci dans les milieux agricoles contre l'introduction des grandes charrues et de la batteuse mécanique.

Si la longévité, l'espace géographique, et le soutien populaire aux bris de machine en Grande-Bretagne sont impressionnants, l'ampleur de la répression de ces mouvements par le gouvernement anglais étonne tout autant. Rien qu'en 1812, l'État anglais a déployé 12 000 soldats pour éliminer le luddisme, alors qu'en 1808, pour mémoire, le duc de Wellington a commencé la campagne de la péninsule espagnole contre Napoléon,



Luddites utilisant masse et barre à mine pour casser les machines; illustration d'époque. <http://www.cottontimes.co.uk/luddo.htm>

avec moins de 10 000 hommes.

Dans le cadre de plus de 20 grandes émeutes et des manifestations entre 1736 et 1848, la foule de manifestants n’a pas tué plus d’une douzaine personnes, alors que les tribunaux en ont pendu 118, et que 630 ont été tués par les militaires, et que des milliers ont été condamnés à la déportation en Australie. Ces chiffres incluent les mouvements historiques successifs, connus sous le nom de « *Wilkes & Liberty* »², « *Gordon Riots* »³ en 1780, et « *le massacre de Peterloo* »⁴ en 1819. Plus de 60 lois seront promulguées au cours de la période cruciale 1793-1820 pour interdire à la classe ouvrière toute action collective. Pour pouvoir appliquer de telles mesures législatives, l’enrôlement des propriétaires dans une milice « patriotique » sera utilisé contre les classes populaires. Le gouvernement emploie également une armée d’espions pour surveiller le plus petit district. A cette époque, on assiste également à un vaste redéploiement des forces armées régulières: 155 casernes militaires ont été construites dans les districts industriels entre 1792 et 1815⁵.

Similaires aux lois françaises Allarde et Le Chapelier, les *Combinations Laws* – Combination voulant dire coalition, donc *lois contre les coalitions* –, votées en 1799 et 1800, interdirent les syndicats, les revendications collectives et la grève. Ces lois furent en partie abolies en 1824 en Angleterre. A la différence des Français qui les subirent de 1791 à 1884, soit près d’un siècle, les travailleurs anglais purent donc recréer des syndicats moins de 25 ans après leur interdiction. Quant à la pratique du bris de machine elle sera abandonnée par le mouvement ouvrier anglais au milieu du siècle.

Les bris de machines en France

En France, des bris de machines se sont produits aussi.

WHEREAS,
Several EVIL-MINDED PERSONS have assembled together in a
riotous Manner, and DESTROYED a NUMBER of

FRAMES,
In different Parts of the Country :

THIS IS
TO GIVE NOTICE,
That any Person who will give Information of any Person or Persons
thus wickedly

BREAKING THE FRAMES,
Shall, upon CONVICTION, receive

50 GUINEAS
REWARD.

And any Person who was actively engaged in RIOTING, who will
impeach his Accomplices, shall, upon CONVICTION, receive the
same Reward, and every Effort made to procure his Pardon.

Information to be given to Messrs. COLDHAM and ENFIELD.
Nottingham, March 26, 1811.

G. B. Smith, Printer, Nottingham

Appel à la délation, contre une prime de 50 guinées, pour obtenir des informations sur les briseurs de machines, le 26 mars 1811 à Nottingham. <http://www.learnhistory.org.uk>

Mais ils sont généralement absents des livres d’histoire ou souvent occultés, sauf par les historiens sérieux. D’une manière générale, les historiens accordent beaucoup plus d’attention aux bris de machines dans le contexte anglais, alors qu’ils ont peut-être eu plus d’effets en France où la vague la plus importante s’est produite en 1789, soit une génération plus tôt que la grande vague anglaise.

Comme la vague française s’est produite en même temps que l’éclatement de la Révolution, la violence organisée en France contre les machines a contribué à l’effervescence révolutionnaire. Mais le fait qu’elle se soit produite en même temps que les troubles frumentaires⁶ et le développement de la Grande Peur, a conduit à ce que les bris de machines soient passés au second plan.

La période précédant la Révolution Française est marquée par d’assez nombreux événements de cette sorte, comme à St Etienne dans la Loire, ou à Troyes en Champagne, ou encore à Paris, mais surtout à Rouen où les bris de machines vont prendre une dimension extraordinaire.

L’exemple le plus célèbre, et c’est parfois le seul cité dans les livres d’histoire, est celui de l’entreprise de papiers peints Réveillon, dans le Faubourg Saint-Antoine, à Paris, les 27-28 avril 1789. Une foule met à sac les ateliers où elle détruit toutes les mécaniques installées, dans une insurrection dont les origines sont principalement liées à l’anxiété des travailleurs face à la brutale hausse des prix des denrées alimentaires et à la dégradation du marché du travail dont la responsabilité est mise sur les nouvelles mécaniques. La répression militaire fait entre 200 et 900 morts, selon les sources.

À St Etienne dans la Loire, entre 1785 et le printemps de 1789, les travailleurs du métal, les fabricants de rubans de soie, et les mineurs de charbon s’opposent publiquement, à sept reprises au moins, à l’introduction de mécaniques, et pour chasser les travailleurs suisses, belges, allemands et tous ceux qui tentaient d’introduire de nouvelles techniques industrielles. A partir de l’été 1789, les événements se précipitent. Trois événements de grande ampleur, vont se succéder conduisant les travailleurs à empêcher l’ouverture d’une mine de charbon en détruisant la machine à vapeur qui y avait été installée, et à l’ouverture d’un atelier de fabrication de vaisselle, de boucles, de serrures, et de verrous à l’aide de matrices à

1– Quartier de Londres

2– Mouvement populaire « *Wilkes & Liberty* »: 10 morts à Londres le 10 mai 1768, lors d’un meeting réprimé aux Champs Saint-Georges.

3– « *Gordon Riots* »: émeutes de Londres, du 2 au 10 juin 1780 dont la répression provoque la mort d’au moins 300 personnes.

4– Le *Massacre de Peterloo* est le nom donné à la répression sanglante d’une manifestation pacifique d’ouvriers britanniques le 16 août 1819 sur le terrain de St Peter’s Fields à Manchester en Angleterre, Royaume-Uni; Onze personnes sont tuées, plus de 400 autres blessés dont plus de 100 femmes, piétinés par les chevaux ou tailladés à coup de sabre par les hussards.

5– Jeff Horn, *Machine-breaking in England and France during the Age of Revolution*, *Labour/Le Travail*, Spring 2005, <<http://www.historycooperative.org/journals/l1t/55/horn.html>> (23 Aug. 2009).

6– Frumentaire, de *frumentum* (lat.) : froment: troubles relatifs à la pénurie de froment, base essentielle de la nourriture.

découper des feuilles de métal à l'aide d'un laminoin entraîné par un moulin à eau. La machine sera détruite par les émeutiers. Et enfin, le 10 novembre, les travailleurs manifestent pour empêcher l'introduction de nouveaux procédés de fabrication allemands pour forger les canons de fusils à la manufacture d'armes. Cette dernière affaire prend des proportions considérables. Le porte-parole des travailleurs est arrêté. La foule le libère de force. Le jour suivant, la Manufacture est pillée et l'ensemble du stock de 5612 fusils pris. Les autorités ont fui la ville. À leur retour, ils entreprendront de récupérer les armes une à une. L'inspecteur royal des armes, Augustin de l'Espinasse, indique que, « *Les compagnons des différentes fabriques se sont levés contre leurs maîtres. Par conséquent tout le monde a compris la nécessité de désarmer le peuple* ». L'intervention ouvrière armée, aurait pu prendre des proportions considérables. Mais nous n'en sommes encore qu'au début de la Révolution et l'affaire n'ira pas plus loin.

À Troyes, en septembre, la question des subsistances provoque une véritable révolution municipale dans une période ponctuée par une série d'émeutes frumentaires accentuées par la Grande Peur⁷. Le 9 Septembre, l'incendie qui couvait explose en une conflagration, avec le meurtre en public du maire Claude Huez et la mutilation de son corps. Les principales accusations contre lui sont qu'« *il a favorisé des machines* ». Toutes les machines textiles récemment achetées à Paris et à Rouen, ou directement importées d'Angleterre sont détruites.

Le cas de Rouen s'inscrit pleinement dans cette vague luddite. Car les violentes manifestations qui secouent la ville entre juillet et octobre 1789 sont ponctuées de considérables saccages de manufactures. Lors de véritables combats de rues, les « Carabots » rouennais bousculent, trois ans avant les Sans-culottes parisiens, l'ordre monarchique. Pour la première fois en France des manifestants du textile s'en prennent aux symboles haïs du progrès technique, les machines implantées à Rouen pour contrer la concurrence anglaise. Ce sont les retombées négatives d'un mode nouveau de production qui sont visées par les émeutiers.

Le contexte économique et social en Haute-Normandie, à la veille de la Révolution Française.

Si l'on fait abstraction de l'idéologie des « Lumières » dénoncée par l'Eglise, du blocage de l'institution constitutionnelle monarchique, l'accent est généralement mis, lorsqu'on évoque l'origine de la Révolution Française, sur la crise de l'Ancien Régime, qui consiste en la conjonction de plusieurs crises liées entre elles : crise frumentaire et des prix ; d'où crise des revenus, qui a précipité la crise financière, elle même aggravée par la concurrence anglaise, cette mauvaise conjoncture servant de catalyseur à la crise sociale et politique.

La Révolution a été précédée dans notre région d'une crise très grave. Cette crise a deux causes que les Cahiers de doléances mettent bien en lumière : la cherté du blé, et la ruine de la filature et du tissage.

Cherté du blé : Le pain est la nourriture de base de la population. Toute augmentation de son prix a pour effet une baisse du niveau de vie, ce qui est à l'origine de mouvements divers, voire d'émeutes. Si la récolte de 1787 a été bonne, celle de 1788 est très mauvaise. La moisson à peine terminée, les prix s'envolent. Le 20 septembre 1788, le subdélégué de Dieppe, Pocholle, écrit à l'intendant que la cherté du blé commence à jeter l'alarme dans les campagnes, et à occasionner des attroupements nocturnes. Il craint « l'insurgence trop naturelle du peuple », et il signale qu'il s'est produit une sorte d'émeute à la halle aux blés de Bacqueville⁸. La hausse s'aggrave encore pendant l'hiver rigoureux 1788-1789, car on pressent une nouvelle mauvaise récolte. En un an le prix du boisseau passe de 8 Livres à 48 Livres et même davantage. La livre de pain passe de 2 sous 2 ou 3 deniers, à 4 sous. Les ouvriers agricoles, et surtout les ouvriers industriels, que la crise économique condamne au chômage, ou dont elle réduit les revenus, manquent de pain.

Une grande effervescence règne alors dans la région. Il y a des troubles dans les marchés. « *Des révoltes se commettent dans presque toutes les halles* », lit-on dans le Cahier de doléances de Mesnil Rury⁹, et il en signale une au marché d'Yvetot, « *que les cavaliers de maréchaussée même n'ont pas pu empêcher, quoique ayant les armes à la main* ». Il y a eu deux tués et plusieurs blessés. Le peuple affamé injurie et menace le cultivateur, taxe le blé d'office, parfois le prend sans payer. Des bandes d'affamés attendent les voitures de blé sur les routes et la maréchaussée peu nombreuse, est impuissante à maintenir l'ordre. Dans cette insécurité, le cultivateur renonce à venir aux marchés ; il cache son blé et le vend clandestinement aux marchands de grains, « aux blatiers », et c'est partout contre les « monopoleurs » une rumeur grandissante dont les Cahiers se font l'écho.

La crise économique : En Haute Normandie, la filature et le tissage sont la seconde ressource de la région, après la culture du blé. En 1782, on compte 188 000 ouvriers occupés au travail du lin et du coton dans un rayon de quinze lieues autour de Rouen, surtout dans le Pays de Caux. Un tiers de ceux-ci, qui faisaient tourner 20 000 métiers en 1787, sont au chômage.

À cette époque, Rouen est une immense fabrique de coton : « *36000 paires de bas ou de bonnets de coton qui se fabriquent dans la Ville de Rouen ou dans ses faubourgs sont le produit de 1200 métiers* »¹⁰. À Darnétal, dans la banlieue de Rouen, on fabriquait annuellement, avant la crise, « *7300 pièces de drap, ratines, espagnoles, flanelles, sans y comprendre des couvertures* »¹¹. Ici

7 - Georges Lefebvre, *La Grande Peur de 1789*, Armand Colin, 1932, et Emile Chaudron, *La Grande Peur en Champagne méridionale*, Paris, 1923.

8 - Le Parquier, *Les cahiers de Doléance du Bailliage d'Arques*, Imprimerie Librairie Camille Robbe, 1922, Fonds ancien de Dieppe ; voir aussi le Fil Rouge N°7.

9 - Torp-Mesnil, dans le canton de Doudeville. La Commune de Torp-Mesnil a été formée en 1826 par la fusion du Mesnil-Rury et de Torp. Mesnil Rury dépendait de la Doyenné de Bacqueville.

10 - *Observations de la Chambre de Commerce de Normandie sur*

comme à Aumale, où l'on fabrique « *des serges, des molletons, londrines, fatins, butats, camelots, baracans, calemandes, étamines, casimirs, fagathis, etc.* »¹². À Darnétal on fabrique aussi des lainages. On y utilise, comme dans tout le Pays de Caux, des chaînes de fil provenant de Condé-sur-Noireau et ses environs, pour fabriquer les siamoises.

À Elbeuf¹³, on fabrique « *18000 pièces et étoffes de laine* » et du drap¹⁴. La matière première est cardée, filée, tissée dans les campagnes du Neubourg et du Roumois. La teinture, l'ourdissage et les « apprêts » se font dans les fabriques : foulons, lainage, tondage et pressage du drap avant la commercialisation.

À Louviers, on fabrique annuellement 4400 pièces de draps. Plus loin, « *la Ville de Lisieux et les cent paroisses des environs, fabriquent 50 à 60 mille pièces de grosses étoffes de laine, appelées frocs, flanelles* »¹⁵. « *On [y] fabrique de belles toiles de lin* ».

À la campagne dans le cadre de ce que l'on appelle la manufacture dispersée, les ouvriers travaillent chez eux, avec leur famille. Ce sont plutôt des artisans car ils possèdent, en général, leur outil de travail, notamment le métier à tisser ou la « jeannette ». On trouve aussi des salariés qui travaillent chez des maîtres. Cependant, tous dépendent complètement des marchands de toiles de Rouen, pour lesquels ils travaillent. Ceux-ci leur fournissent la matière première puis leur achètent le produit fini.

Sur la côte, on file et on tisse le lin. À l'intérieur des terres, on travaille le coton, filature et tissage, on fabrique des siamoises (tissus de coton mêlés de fils de lin), on confectionne des mouchoirs, fichus et toiles de coton. Les Cahiers de doléance font mention du travail du coton aux Aulthieux, à Bois Hulin, La Grande Heuze, Louvetot. On file le coton à Bazomesnil, la Chapelle sur Dun, La Crique, Grainville, les Ventes St Rémy. On le tisse à Belleville en Caux, St Martin de Veules (Veules les Roses), Les Ventes d'Eawy (les Grandes Ventes), Bazomesnil, Beauville, Biville-la-Baignarde, Bretteville-en-Caux, la Chapelle-sur-Dun, Eurville, Grainville, Reuville, Royville, St Crespin, St Laurent-en-Caux, St Pierre-le-Petit, Ste Geneviève, Sotteville-sur-Mer etc. On file le lin à La Crique et à Sotteville sur mer. On fabrique des siamoises à Biville-la-Baignarde, Omonville, Ste Geneviève et Sassetot. A Gonnetot on fabrique des petites toiles à carreaux appelées « Gingas ». On fabrique de la filasse pour la pêche à St Martin-en-Campagne¹⁶.

On trouve des tisserands, des toiliers ou des siamoisiers dans une large majorité des paroisses. Souvent fileurs et tisserands forment l'élément principal de la population. Progressivement les travaux agricoles ne sont devenus pour eux que l'accessoire, qui ne les retient que quelques semaines au moment de la moisson.

Mais à la suite de la signature en 1786 du traité de commerce avec l'Angleterre, la situation change brutalement. Alors que pendant tout le règne de Louis XV et le début de celui de Louis XVI, le pouvoir d'achat des tisserands n'avait cessé de croître, il s'effondre brutalement. De nombreux Cahiers de doléances confirment la chute brutale du pouvoir d'achat des tisserands, comme cet extrait de celui des Aulthieux dans le Baillage d'Arques : « *à cause de l'inactivité du commerce dans toutes ses branches, mais surtout dans celle des cotons qui font leur occupation, et qui est tombé si bas que malgré son travail redoublé de jour et de nuit, l'ouvrier ne gagne plus la moitié de ce qu'il lui faudrait pour subsister même en un meilleur temps* ». Ce qui veut dire que pour obtenir un revenu inférieur de moitié de celui des années antérieures, il faut travailler deux fois plus, c'est à dire que le salaire horaire atteint péniblement 25% de ce qu'il était précédemment.

Dès mars 1788, à l'occasion d'une enquête sur le paupérisme « *on réclame en bloc à Saint-Jean du Cardonnay, au Val de la Haye, à Hautôt, à Notre-Dame de Varengeville, à Renfeugères*¹⁷ la taxation du pain et l'abolition des mécaniques anglaises. A petit-Quevilly, on fait valoir que « *les mécaniques ne profitent qu'aux fabricants* » »¹⁸.

Le traité de commerce entre la France et l'Angleterre, et ses effets.

Conçu pour mettre un terme définitif aux conflits entre l'Angleterre et la France, après la Guerre d'indépendance américaine, un traité est signé le 26 septembre 1786 qui prend effet au 10 mars 1787. Il comprend 47 articles. Les principaux d'entre eux stipulent la diminution des droits de douane pour l'entrée de produits agricoles français en Angleterre, et la réduction à 12% des droits d'entrée en France des produits anglais, étoffes de laine et de coton, la faïence et la poterie.

Ce traité de commerce bouleverse le fragile mais relatif équilibre économique en France, et plonge la région dans une crise profonde. Il se traduit immédiatement par l'invasion du marché français de produits étrangers moins chers et souvent de meilleure qualité, l'abaissement général des prix, la mise au chômage de milliers d'ouvriers, appauvrissement et faillite de milliers d'artisans plongés dans l'état de prolétaires.

À cette époque, l'Angleterre bénéficie d'une avance technologique certaine. Le capitalisme s'y développe plus rapidement qu'en France. Un foisonnement d'idées et d'initiatives donnent bientôt corps à ce qu'il est convenu depuis d'appeler Révolution industrielle. Autour de l'activité textile qui en est le moteur, un ensemble de conceptions nouvelles révolutionnent en effet la manière de fabriquer : matériels plus performants, divi-

le traité de commerce entre la France et l'Angleterre, p 24.

11- *idem*, p 39

12- *idem*, p 59

13- Article de Pierre Largesse à paraître prochainement sur Les affrontements sociaux à Elbeuf, du Consulat à 1848.

14- *Observations de la Chambre de Commerce de Normandie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre*, p 38.

15- *idem*, p 47

16- Le Parquier, ouvrage cité.

17- Paroisse de Renfeugères, actuellement dans la commune de Goupillières, canton de Pavilly.

18- J.P. Allinne, *A propos des bris de machines textiles à Rouen pendant l'été 1789 : émeutes anciennes ou émeutes nouvelles ?*, Annales de Normandie, 1981, N°1, p 44

sion du travail, mécanisation, développement de grosses unités de production, économie de main d'œuvre et discipline draconienne, augmentation des rythmes de travail, recherche du plus bas prix, concurrence ouverte, production de masse, toutes les données de l'industrie moderne se mettent peu à peu en place, inspirées par une réflexion économique et politique de conquête des marchés, de liberté des échanges, que les théories d'Adam Smith¹⁹ (laissez-faire, laissez passer) visent à justifier. « *En Angleterre, un courant d'eau fait, par son impulsion, agir en même temps des machines à décarter, à dégrossir et à réduire par degré le coton à la ténuité nécessaire pour l'adaptation à la filature, dont l'opération se fait par d'autres machines, que le même courant d'eau fait mouvoir* »²⁰.

Les mutations de l'économie anglaise en sont le support : ouverture sur toutes les mers du globe, création de marchés captifs, libération de la main d'œuvre agricole, découverte et exploitation des mines de charbon, début de l'utilisation de la force motrice mue à la vapeur.

Dans notre province, dès l'automne 1787, deux rapports à l'assemblée provinciale attirent l'attention de l'assemblée normande sur la gravité de la situation²¹. Le 19 novembre, dans le premier rapport, celui de Thouret²², on peut lire que « *les marchandises de fabrication anglaise sont importées et vendues avec la plus grande abondance et l'Angleterre persiste à dédaigner les productions de notre industrie* ». Parmi les marchandises importées, ce rapport cite les étoffes de coton, les mousselines, les guinées, les bas et bonnets de coton de Manchester, les draps communs de Leeds, les lainages du Yorkshire, les serges, molletons, flanelles de Norwich, Halifax, Bradford, Exceter, Wackezfield, Salisbury, « *qui fabriquent mieux et à meilleur marché* », mais aussi les faïences, « *le bas prix du charbon anglais permet aux anglais de vendre cette marchandise en France à 20 et 25 % au-dessous de la nôtre* ». Enfin il constate que « *grâce à son charbon et à ses machines nouvelles, l'Angleterre peut fabriquer à meilleur marché, et que ses produits sont parfois de meilleure qualité* ».

Le 15 décembre suivant, le second rapport fait par le bureau de commerce, rejette nettement sur le traité « *la révolution subite qui s'est produite dans la généralité et qui exige les soins du gouvernement et les secours les plus prompts* ».

Ils seront suivis par les fameuses *Observations de la Chambre de Commerce de Normandie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre*²³, envoyées par elle à l'inspecteur général du commerce de Louis XVI, dans lesquelles on peut lire : « *Depuis trois mois on estime qu'il y a, seulement à Rouen, plus de cent mé-*

19- Adam Smith (5 juin 1723 - 17 juillet 1790) est un philosophe et économiste écossais des Lumières. Son œuvre principale, la *Richesse des nations*, est un des textes fondateurs du libéralisme économique.

20- *Observations de la Chambre de Commerce de Normandie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre*, p 19.

21- E. Le Parquier, *Cahiers de doléances du Baillage d'Arques*, ouvrage cité, p XLVI, note (2).

22- Jacques-Guillaume Thouret, né le 30 avril 1746 à Pont-l'Évêque

OBSERVATIONS

DE

LA CHAMBRE DU COMMERCE
DE NORMANDIE,

SUR le Traité de Commerce entre la France
& l'Angleterre.

LA négociation la plus importante & la plus difficile, est, sans doute, celle d'un Traité de Commerce avec une Nation voisine ou éloignée. La difficulté redouble lorsque cette Nation, par sa position, son caractère distinctif, & son système politique, est nécessairement en rivalité de Puissance & de Commerce ; lorsque les deux Nations contractantes ont chacune une activité, une

2

Première page des « *Observations de la Chambre de Commerce de Normandie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre* ». BNF, site <http://gallica.bnf.fr/>

tiers vacants, et on ne fait point de doute que sous un court délai il n'y en ait un plus grand nombre. Les Marchands de Rouen et du dehors s'approvisionnent dans les magasins anglais qui ont fait entrer depuis le Traité plus de 3000 douzaines de paires de bas et bonnets de coton »²⁴. La crainte n'est pas seulement sur les prix, mais aussi sur la qualité : « *En général, leurs étoffes, leurs toiles sont plus fines, d'une filature plus égale ; cependant elles sont à plus bas prix, ce qui provient du secours de ces mécaniques à carder et à filer le coton, d'une exécution parfaite et expéditive, et du moindre prix que les Anglais mettent aux avances qu'ils sont disposés à faire pour la perfection de leur fabrication.* »²⁵

En mai 1788, le Parlement de la province adresse un *Mémoire au roi* dans lequel on peut lire : « *Avant ce traité, la toilerie et la passementerie occupaient, à Rouen, plus de quarante mille ouvriers, tant de la ville que de la banlieue ; et le Pays de Caux offrait presque autant de manufactures que d'habitations. On fabriquait pour plus de cinquante millions de toiles de différentes*

(Calvados) et guillotiné le 22 avril 1794 à Paris, est le rédacteur des *Cahiers de doléances de la région*. Il sera élu député du Tiers États de Rouen aux États généraux de 1789.

23- *Polémique industrielle à Rouen à la veille de la Révolution Française*, par J. Delecluze, *Cahiers d'Etudes Normandes*, N°152.

24- *Observations de la Chambre de Commerce de Normandie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre*, p 24.

25- *idem*, p 27.

espèces ; dont vingt millions destinées à l'achat des matières premières ; le reste destiné à la main d'œuvre, ou tournant au bénéfice des marchands ; ce commerce était florissant ; aujourd'hui la stagnation la plus décourageante, les magasins engorgés, les marchands sans débit ; les fabricants sans demandes ; une partie des ouvriers congédiés ; les uns dans l'inaction ; les autres se livrant aux désordres inséparables de la mendicité ; Déjà plus de deux mille ont émigrés ; la filature a cessé, personne ne voulant acheter les cotons filés ; les faïenceries sont tombées ; les tanneries languissent ; ... qu'on remédie promptement à de tels maux, et , avant tout, qu'on subviennne à un peuple qui se meurt. »²⁶

La dégradation de la situation sociale et économique s'aggrave au cours de l'année 1788. La mévente des produits français entraîne la diminution des salaires, le chômage des ouvriers, le développement de la misère. Au moment où s'élaborent les Cahiers de doléances, le tissage, et particulièrement celui du coton, paraît menacé d'une ruine irrémédiable. Parmi les premiers touchés figurent les marchands-fabricants. Ceux-ci ont dû soit investir dans des métiers mécaniques, soit porter le coton à filer jusqu'aux limites du Pays de Caux, grevant leurs coûts de transports et perdant le contrôle de la productivité. Conséquence de l'éparpillement de la production, la recrudescence des vols de matière première ; elle est maintes fois dénoncée par les fabricants dans les plaintes de la maréchaussée, mais sans grande efficacité.

Des bandes se forment dans la campagne cauchoise, quêtant et chapardant des denrées. Devant l'importance du péril, les notables rouennais de l'Assemblée provinciale votent à la hâte une aide financière à ces quelques 60 000 pauvres. Ce sont les villages cotonniers du Pays de Caux, les faubourgs et les quartiers ouvriers de la métropole normande qui rassemblent les trois quarts des personnes à assister. Une souscription charitable doit être organisée par la Chambre de Commerce de Rouen, qui affecte 40 000 livres à l'achat de denrées de première nécessité pour les chômeurs. Des ateliers de charité sont installés par l'Eglise dans les trois quartiers déshérités de Rouen, Saint Maclou, Saint Nicaise, et Saint Vivien. Ces ancêtres des ateliers nationaux sont dirigés par les curés des paroisses concernées. Les fileurs et tisserands urbains ne bénéficient pas en effet, d'un lopin de terre pour assurer la soudure des subsistances et constituent donc la majorité des miséreux assistés.

Le nombre des « mendiants » admis à l'Hôpital général de Rouen explose. Plus de 1200 personnes à sa charge sont réputées être « anciennement employés au textile ». Cette proportion passe à 69% dans la bourgade industrielle voisine de Darnétal. Les assistés sont en majorité des hommes jeunes, donc des actifs potentiels. Les indigents se concentrent dans les quartiers cotonniers de l'est et du nord de la ville, et dans le quartier Saint-Sever au sud de la Seine. La corrélation entre la misère dans les centres cotonniers de l'agglomération et les émeutes frumentaires recensées par la maréchaussée depuis le début de 1789 confirment l'origine économique des manifestations violentes d'ouvriers du textile.

Déjà en 1788, la commission intermédiaire avait aperçu

« le danger qu'il peut y avoir à laisser les hommes gagner de 12 à 14 sous à filer la livre de coton, alors que le prix de cet ouvrage était auparavant de trente sous ». Les classes laborieuses expriment alors, dans les Cahiers de doléances des zones rurales et urbaines, leurs griefs contre l'empiétement de la mécanisation, leur colère animant une grande variété des membres des corporations.

Mais à Rouen, la situation des victimes de la crise textile est d'autant plus tendue que la grande masse n'aura pas l'occasion de se faire entendre dans les réunions d'élaboration des Cahiers de doléances. Comme dans les grandes villes, seuls les maîtres de communauté, et les « fabricants de toute sortes de toiles et en fil et en coton », assujettis à un droit de réception de 200 livres au moins auront le droit d'y participer. Les habitants n'étant pas convoqués par quartier mais par corporation, les salariés, (la moitié des Rouennais), en sont exclus.

Une modernisation économique accélérée se met en marche.

À l'image de ce qui se fait en Angleterre, une industrie moderne a commencé à se développer dans les faubourgs de Rouen depuis les années 1750. A St Sever, la manufacture de velours et cotons, qui emploie 400 personnes, utilise des machines à filer importées d'Angleterre, les « jenny », depuis 1773. Mais le développement de cette forme de production est initialement lent.

La situation change du tout au tout à la suite de la signature de l'accord de libre échange avec l'Angleterre. La mécanisation de la production subit une accélération brutale. Une Révolution industrielle se met en marche. Car pour concurrencer les produits anglais, on se met aussi à importer en masse des machines d'outre-manche. Dès lors, elles se diffusent à grande vitesse, alors que le chômage est élevé.

L'inspecteur Goy observe, en 1787, « qu'il s'établit journellement, tant à Rouen que dans les différents endroits de la Généralité, des mécaniques particulières nommées jennies avec lesquelles une fileuse file 40 à 48 fils à la fois »²⁷. La « Jenny » est une amélioration du rouet qui permet dès lors à la fileuse de multiplier la productivité de 8 à 80 fois. Conçu par l'anglais Hargreaves en 1765, appelée aussi « jeannette » ou « spinning-jenny », elle est introduite en France vers 1771, par l'anglais Holker, qui a fondé à Saint-Sever, en 1752, la Manufacture royale de velours et de draps de coton. Cette machine encore modeste ne remet cependant pas en cause le caractère domestique de l'activité, car son prix d'achat reste abordable. Son utilisation se répand d'autant plus vite que l'apprentissage de l'instrument n'est que de deux heures, contrairement au rouet qui exige trois mois.

Dans le cadre des réformes décidées par le gouvernement,

26- *Mémoire au roi*, du Parlement de Normandie, 3 mai 1788, cité dans *Histoire du parlement de Normandie*, A Floquet, 1843, tome 7, p 509-510.

27- Jean-Michel Chaplain, *la Chambre des fileurs, Louviers, Cité drapière, 1680-1840*, p75, et note 53: AN, F12-678

une assemblée provinciale est constituée. Immédiatement elle crée un *Bureau d'encouragement pour l'agriculture, le commerce et le bien public*, constitué de la Commission intermédiaire qu'anime Thouret et à laquelle se joignent deux députés de la Chambre de Commerce et deux fabricants. Ce bureau décide d'affecter à l'achat des Jennys, un crédit de 10 000 Livres pour Rouen et 19 000 pour la campagne, et d'inciter les seigneurs et syndics des paroisses à les faire connaître. Le cardinal de la Rochefoucauld lui fit un don de 30 000 livres et le roi lui en accorda 100 000. On estimait qu'en plus des appuis financiers des industriels, un crédit de 3 millions était nécessaire et une somme égale sur les trois années suivantes. Grâce à cela il apparaissait possible en cinq ou six ans de gagner la bataille des prix et de reconstituer l'industrie rouennaise²⁸.

Mais une deuxième phase de ce processus technologique va davantage bouleverser la sociologie du travail. Conçu par Arkwright, un autre Anglais, le « water-frame » ou banc continu, inventé en 1769, fait appel à un dispositif beaucoup plus élaboré qui va intégrer l'opération de filature vers les fabriques. C'est une machine à carder, composée de cylindres, un peigne mobile, un boudinoir et un appareil d'alimentation. Il nécessite pour son fonctionnement la présence d'une chute d'eau fournissant l'énergie. Alors que la simple « Jeannette » ne coûte que 130 à 158 livres en 1787, la water-frame coûte 1200



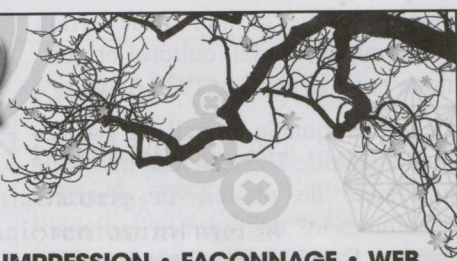
La fameuse « spinning-jenny », inventée en 1767 par l'anglais James Hargreaves, qui pouvait filer jusqu'à 48 fils à la fois

eurs. La première révolution des canuts de Lyon, on (métier à tisser de Jacquard) et la baisse des embre 1831, la deuxième d'avril 1834. Elles mmes aussi divers que le docteur Villermé, les rx, Proudhon ou Ozanam, catholique social.

5 et Journal de Rouen du 23 au 26 juillet 1846.

P 1304 pour le rapport du commissaire, 25 juin pour une lettre du maire au préfet d'octobre

IP 1305, lettre d'octobre 1846 et Gazette des octobre et 28 novembre 1846.



IMPRESSION • FAÇONNAGE • WEB

de visite, papier à en-tête, affiches, chures, carnets, bons de commande, billetterie, liasses,...

A côté de chez vous
abrication intégrale sur site
e écoute, efficace et réactif

mütterlichen Wassern,
es Segel,
chrift treibt,
phabe

29 rue de la grande épine BP 532
76808 St Etienne du Rouvray Cedex
Tél. 02 32 91 71 41 - Fax 02 35 66 52 31
contact@sneip.fr - www.sneip.fr



nion du juge Lefaucheur au procureur général (Arch. Nationales, BB 365/2 n° 379).

52- Blanqui (Adolphe) l'aîné, *Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848*, Paris, Daguerre, 1849.

53- Villermé (Louis-René), *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, (1840) réédition EDI, 1989.

54- *L'Industriel Elbeuvien*, 20 septembre 1840.

55- Chaline (Nadine-Josette), "Attitude et actions sociales de l'Eglise dans le diocèse de Rouen au XIXe et au début du XXe siècle", *Revue des Sociétés savantes de Haute-Normandie*, n°67, 1972. Le mandement de carême du cardinal de Croÿ est de 1838 ; il fut archevêque de Rouen de 1823 à 1844.

56- Concato (Francis) et Largesse (Pierre), *De la Chambre Consultative à la Chambre de Commerce 1801-1861*, C.C.I., Elbeuf, 1991, p. 76.

57- Villermé, op.c., Observations de l'auteur.

58- *Le Moniteur Universel*, 8 décembre 1840.

59- Largesse (Pierre), "Victor Grandin (1794-1839, un manufacturier-député d'Elbeuf" et "Etude de l'idéologie de Victor Grandin", in *Bulletin de la Société Libre d'Emulation de la Seine-Maritime*, 1987 et 1992.

60- Citation recueillie par Boivin (Marcel), *Le mouvement ouvrier dans la région de Rouen de 1851 à 1876*. Publications de l'Université de Rouen, 1989, p.72.

61- Les cantons de Pavilly, Rouen 4e canton, Duclair et Maromme ont le plus fort taux d'illettrés. Boivin (Marcel), *Le mouvement ouvrier... op.c., p ; 43*.

62- Becchia (Alain), *La draperie d'Elbeuf...*, op.c., p.521.

crité elle aussi d'au
contre la mécanisati
salaires est de nov
influenceront des h
saint-simoniens, Ma

75- A.D.S.M., U 33

76- A.D.S.M. 10 M
1846 ; 10 M 330
1846.

77- A.D.S.M., 10 M
Tribunaux, 29-30 o



CRÉATION •

Flyers, cartes
dépliants, bro

wie Wind
eingefügt d
Rechteck d

Fab
A votr
in dessen
neig
raiv

